

RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (OCTOBRE 1998)

**« IMMIGRATION EN CÔTE D'IVOIRE :
LE SEUIL DU TOLÉRABLE EST
LARGEMENT DÉPASSÉ ¹ »**

(EXTRAITS)

« [...] **F**ace à l'importance considérable et toujours grandissante du phénomène de l'immigration en Côte d'Ivoire et aux risques encourus par la population aux plans de la sécurité, de l'unité nationale et de la paix sociale, le conseil économique et social a pris l'initiative d'une réflexion sur le sujet, dans l'espoir d'attirer l'attention des autorités sur la réalité de l'immigration dans notre pays [...].

*Le bilan sur le phénomène de l'immigration en Côte d'Ivoire,
ses causes et ses conséquences*

[...] L'immigration qui a commencé en Côte d'Ivoire pendant la période de la colonisation, s'accroît d'année en année pour engendrer aujourd'hui une population d'origine étrangère dont l'importance dépasse de très loin le seuil de tolérance acceptable pour un peuple. Une présence étrangère aussi massive ne peut manquer d'avoir des répercussions diverses sur tous les plans de la vie socioculturelle, économique et politique. [...] Cette immigration galopante a transformé la structure même de la population du pays.

[...] C'est dès les années 1930, sous la colonisation que l'immigration en Côte d'Ivoire a commencé sous sa forme actuelle. C'est le pouvoir colonial qui avait créé et entretenu ces migrations vers la Côte d'Ivoire pendant toute cette période pour une exploitation maximale des potentialités culturelles et naturelles de l'ère coloniale. [...] C'est ainsi que l'ex-Haute-Volta, dont les habitants paraissaient valeureux au travail aux yeux de l'administration coloniale, a été momentanément rattachée à la Côte d'Ivoire pour favoriser et accentuer le recrutement de la main d'œuvre [...]. Après l'indépendance, la Côte d'Ivoire a poursuivi son

développement par la mise en place d'une politique de valorisation attractive de la main d'œuvre étrangère (libre entrée sur le territoire, revenus rémunérateurs et transférables, emplois disponibles...) et ainsi permis aux immigrants de continuer à affluer dans le pays.

[...] La politique d'ouverture, libérale, hospitalière et pacifique prônée et pratiquée par la Côte d'Ivoire du président Félix Houphouët-Boigny (fondateur du RDA) et de son digne successeur, le président Henri Konan Bédié, concrétisée par divers accords de libre circulation, de libres échanges économiques (ex : celui de la Cedeao) et l'hospitalité bien connue de l'Ivoirien, ont énormément contribué à favoriser cette immigration [...].

Les conséquences de l'immigration en Côte d'Ivoire

a) Les conséquences sur l'équilibre démographique naturel et la vie politique :

[...] L'augmentation accélérée de la population active, une des sources du chômage des Ivoiriens, l'accélération du phénomène de métissage culturel, source d'enrichissement mais aussi de déséquilibre socioculturel, le cas de ces étrangers de la 2^e génération représentant 42 % de la population étrangère en 1988. Cet autre phénomène connaît une telle expansion liée à la plus grande fécondité de ces femmes et couples étrangers que certaines projections estiment que la moitié du nombre des étrangers vivant en Côte d'Ivoire est née dans ce pays ! Certains Ivoiriens se posent la question de savoir si ces étrangers de seconde génération, actuellement estimés à 1 500 000 personnes, ne vont pas revendiquer la nationalité ivoirienne par le fait de leur naissance en Côte d'Ivoire ? Et s'ils l'obtiennent, ne vont-ils pas utiliser le libéralisme politique qui caractérise notre pays pour revendiquer des droits politiques, et notamment tenter de conquérir le pouvoir d'État au détriment des Ivoiriens de souche ?

b) Les conséquences socio-économiques :

Nul n'ignore le poids économique assumé par ces immigrés. En effet, malgré leur faible niveau d'instruction en général, ils ont la mainmise sur le commerce dans ce pays, occupant ainsi la majorité des emplois du secteur informel (Libano-Syriens, Mauritaniens, Maliens). Il en résulte que les Ivoiriens de souche sont plus frappés par le chômage (6,4 %) que ces immigrés (3,6 %). [...] La mainmise de ces immigrés sur les emplois

dans certains secteurs d'activité nationale (commerce, transport routier, entreprises agro-industrielles, boucherie, etc.) est telle qu'ils empêchent les Ivoiriens de leur faire concurrence. Le phénomène n'a pas échappé au président de la République qui disait récemment aux députés : « En confectionnant la loi sur la préférence nationale, nous devons nous demander si l'exercice des petits métiers comme le marchand de charbon ne devra pas être exclusivement réservé à des jeunes Ivoiriens et Ivoiriennes patentés ».

Par ailleurs, ces entreprises d'étrangers emploient très peu d'Ivoiriens, dont les salaires sont plutôt sous-évalués, et en général non déclarés à la CNPS [...]. Enfin, nombreux sont ceux qui pensent que ces entreprises étrangères jouent un rôle considérable dans le phénomène de la corruption en Côte d'Ivoire, au grand détriment des caisses de l'État [...]. L'immigration devient de plus en plus une des causes structurelles de l'accroissement de la pauvreté des Ivoiriens [...].

c) Les conséquences sur la sécurité et la paix sociale :

L'ampleur du nombre de la population des étrangers en Côte d'Ivoire risque, si ce n'est déjà le cas, de constituer un facteur d'insécurité dans le pays [...].

– Les résultats du dernier recensement des populations effectué en Côte d'Ivoire en 1988 montrent clairement que ce sont les étrangers qui habitent, dans leur très grande majorité, les quartiers précaires, reconnus comme les nids des malfrats [...]. Quant aux statistiques sur les infractions criminelles de 1989 [...], elles ont relevé la grande implication des étrangers dans la criminalité : 69 % des vols avec effraction, 67 % des infractions sexuelles, 58 % des vols à main armée et plus de 50 % des coups et blessures sont à l'actif de malfrats étrangers.

– L'afflux d'immigrés de confession islamique (73 % des étrangers en provenance des pays frontaliers nordiques) a considérablement modifié l'équilibre religieux préexistant [...]. Une telle rupture d'équilibre, dans un domaine aussi sensible, pourrait amener certains esprits à tenter d'exploiter l'appartenance religieuse à des fins politiques, toute chose qui dessert l'unité et l'harmonie nationales, et menace la paix sociale si chère à notre pays.

Les propositions

Face à ces risques réels, liés à l'ampleur extraordinaire prise par le phénomène d'immigration dans le pays, le Conseil économique et social suggère aux autorités compétentes quelques propositions [...]. Ainsi, la gestion de l'immigration devra être dorénavant caractérisée par la mise en œuvre des mesures suivantes :

- la suppression de la libre immigration ;
- l'établissement du principe de la réciprocité avec les pays qui n'accordent pas à notre pays les mêmes facilités d'immigration que nous leur donnons (obligation du visa) ;
- l'élaboration d'un Code national d'immigration fondé sur le respect des engagements internationaux pris par la Côte d'Ivoire ;
- l'affectation aux frontières (dans les services de police, gendarmerie, douanes) d'agents ivoiriens honnêtes, assermentés et patriotes, à même d'appliquer rigoureusement les mesures préconisées par le gouvernement pour contrôler et maîtriser l'immigration dans le pays ;
- une politique rigoureuse dans la délivrance des certificats de nationalité, des passeports, des cartes nationales d'identité et des naturalisations ;
- la nécessité de produire le passeport ou la carte nationale d'identité mentionnant la nationalité de l'immigrant ;
- l'instauration d'échanges réguliers entre les services frontaliers d'immigration, les ambassades et consulats, avec la direction générale nationale de la statistique en charge des questions démographiques ;
- la création d'un Observatoire national de l'immigration ;
- l'instauration d'une politique démographique plus hardie, susceptible de contribuer à limiter l'immigration ;
- le maintien et l'application stricte des dispositions constitutionnelles récemment adoptées par le Parlement et portant sur le code électoral, précisément sur les conditions d'éligibilité à la présidence de la République et autres postes politiques ;
- la révision en vertu de la réciprocité, des codes foncier et urbain dans leur principe de l'octroi de terrains à bâtir et de propriétés foncières à des étrangers. Toute rétrocession dans ce contexte doit l'être préférentiellement en faveur d'Ivoiriens de souche ou de l'État ;
- la restructuration pour une meilleure gestion des quartiers précaires qui se sont révélés être de vrais nids de malfrats étrangers ;

- la détention par des Ivoiriens d'un pourcentage minimum (à définir), du capital des sociétés et entreprises créées par des étrangers dans notre pays ;
- définir la proportion minimale des agents ivoiriens parmi l'ensemble des employés exerçant dans ces entreprises étrangères ;
- exiger une rémunération convenable (Smig) de ces agents ivoiriens qui devront être déclarés à la CNPS ;
- dans la mesure du possible, prendre les dispositions utiles pour réduire le niveau de transfert des fonds par les entreprises étrangères ;
- favoriser la mise au travail des Ivoiriens (fonds sociaux, etc.).

Conclusion

Il apparaît clairement que le seuil tolérable a été largement dépassé dans notre pays, exposant celui-ci à des risques sérieux de perturbations de l'équilibre socio-démographique, de l'unité, de l'harmonie et de la paix sociales si chères à la Côte d'Ivoire.

S'il est vrai qu'aucun pays au monde ne peut vivre en vase clos, il est aussi vrai que chaque pays doit, dans son intérêt, prendre les dispositions adéquates pour ne pas se laisser envahir par l'étranger. Ce n'est pas de la xénophobie, c'est une simple question de sauvegarde nationale. »